

**Sortie dans la collection *Insee Références*
L'Économie française - Comptes et dossiers**

Appuyée sur les comptes de la nation l'édition 2014 de *l'Insee Références* « L'Économie française - Comptes et dossiers » propose une analyse des développements économiques intervenus en 2013 en France et dans le monde.

Trois nouveaux dossiers composent l'ouvrage :

1. « **Les comptes nationaux passent en base 2010** » présente les principales innovations introduites par le passage des comptes nationaux en base 2010 et précise leur impact quantitatif.
2. « **La consommation des ménages français depuis 2009 : rôle du système fiscal-social** » analyse le rôle de la composition des revenus et l'influence de la politique budgétaire sur la consommation des ménages sur la période récente.
3. « **La résistance des salaires depuis la grande récession s'explique-t-elle par des rigidités à la baisse ?** » examine le rôle tenu par les effets de composition et par la présence éventuelle de rigidités à la baisse dans la résilience des salaires en 2009-2010.

Une vingtaine de fiches thématiques complètent ces analyses et fournissent également l'essentiel des comptes des ménages, des entreprises ou des administrations.

Les comptes nationaux passent en base 2010. Le niveau du PIB est relevé de +3,2 %

- **Une mise en œuvre du nouveau Système européen de comptes (SEC 2010) coordonnée au niveau européen**

Le 15 mai 2014, l'Insee a publié les comptes nationaux en base 2010 : cette nouvelle base est marquée par la mise en œuvre d'un nouveau système européen de comptes (SEC 2010).

L'objectif : rendre les chiffres disponibles pour les différents pays les plus comparables possible. La France est le premier pays de l'UE à publier des séries longues de comptes nationaux en SEC 2010, la plupart des autres ne le feront qu'en septembre prochain.

- **Principale innovation du changement de base : les dépenses de R&D passent en investissement**

Quantitativement, l'innovation la plus marquante du SEC 2010 est le traitement des dépenses de recherche et développement (R&D) en investissement, alors qu'elles étaient jusqu'à présent comptabilisées en consommation intermédiaire.

De manière plus générale, le SEC 2010 prend acte de l'**importance prise par les actifs immatériels** (résultats des activités de R&D, bases de données...) dans le fonctionnement de l'économie. Les **dépenses d'équipements militaires** (avions, blindés, navires, missiles stratégiques...) sont dorénavant classées elles aussi en investissement.

Ces modifications, cumulées avec d'autres révisions d'ordre méthodologique ou liées à la prise en compte de sources statistiques nouvelles ou actualisées conduisent à une révision globale du PIB de **+3,2 % en 2010**. L'impact sur les taux d'évolution est quant à lui marginal.

La révision à la hausse du PIB se traduit mécaniquement par une baisse du ratio de dette publique. La révision du ratio de déficit est en revanche beaucoup plus limitée, et de signe variable selon les années.

La consommation des ménages français depuis 2009 : rôle du système fiscal-social

De 2008 à 2013, la croissance de la consommation des ménages français a été très faible : + 0,4 % en moyenne par an (contre + 2,4 % sur les années 2000). Sur cette période, elle s'est écartée de celle du revenu ; d'abord à la baisse jusqu'en 2009, puis à la hausse entre 2010 et 2013.

- **Le revenu est le principal déterminant de la consommation des ménages, mais pas le seul**

Dans une perspective de « cycle de vie », les ménages déterminent leur consommation en fonction de la chronique de revenus qu'ils anticipent.

L'inflation influe également sur la consommation *via* deux effets opposés :

- le premier pousse à consommer plus en raison du comportement dit de *fuite devant la monnaie*
- le second stimule l'épargne, du fait de la réduction des liquidités disponibles. Empiriquement, ce second effet, appelé *Pigou* ou *d'encaisses réelles*, domine.

Le taux d'intérêt affecte aussi la consommation de manière ambivalente. Une montée des taux réduit le prix actualisé de la consommation future, poussant à épargner pour consommer plus demain (effet de substitution) ; dans le même temps, il augmente les revenus du patrimoine des ménages, ce qui les pousse à consommer plus dès aujourd'hui (effet de richesse).

La consommation peut aussi répondre au **chômage** qui, au-delà de son effet direct sur le revenu, augmente l'incertitude sur le revenu futur et donc l'épargne de précaution.

La politique budgétaire agit sur la consommation puisqu'elle est une source majeure de chocs sur le revenu. En général, on attend que la consommation augmente en réponse à une baisse des impôts. Mais, sous certaines conditions - il faut notamment que les ménages aient un horizon long et, outre leurs propres besoins futurs, se soucient également de ceux de leur descendance -, une baisse des impôts sans baisse des dépenses publiques peut ne pas affecter leurs dépenses de consommation. Dans ce cadre théorique - dit de « l'équivalence ricardienne » - les ménages savent qu'une baisse des impôts aujourd'hui devra être compensée par une hausse ultérieure. Pour pouvoir y faire face, ils utilisent la hausse de leur revenu pour épargner (et non pour consommer).

- **Le revenu ne permet pas d'expliquer entièrement le comportement de consommation des ménages sur la période récente.**

Deux pistes directement liées à la grande récession sont examinées pour tenter d'expliquer la faiblesse de la consommation en 2009 :

- **la modification de la composition du revenu des ménages** induite par la crise
- **le caractère « ricardien » des ménages face à une évolution de la politique budgétaire** (plans de relance puis consolidation des finances publiques)

La **composition du revenu des ménages** a connu des changements importants, notamment une baisse de la part des revenus des indépendants et une hausse de celle des prestations. Ces changements dans la composition des revenus ne permettent toutefois pas d'expliquer l'évolution de la consommation sur la période récente.

Le deuxième facteur est **l'influence de la politique budgétaire**. D'après les estimations présentées dans le dossier, la consommation réagirait faiblement à une variation de l'épargne publique. Elle n'aurait pas d'impact à long terme, ce qui signifierait donc l'absence d'équivalence ricardienne. Toutefois, les estimations suggèrent la présence de non-linéarités : la réaction des ménages serait plus forte en cas d'évolution importante de l'épargne publique. Elle serait non significative dans le cas contraire.

La faiblesse inattendue de la consommation en 2009 pourrait ainsi être due à la nette dégradation des finances publiques. Ces résultats sont toutefois fragiles, notamment parce qu'il est difficile d'isoler précisément la partie conjoncturelle du solde public. Ils pourraient notamment capter en partie l'ajustement de l'épargne de précaution à la situation économique particulière de cette période et à la forte incertitude quant à la trajectoire de l'économie française après la récession de 2008-2009.

La résistance des salaires depuis la grande récession s'explique-t-elle par des rigidités à la baisse ?

Alors que depuis 1990, le salaire réel et la productivité évoluaient de concert, la période 2009-2010 marque une rupture. En effet, sur ces deux années, la croissance des salaires réels a été nettement plus forte que celle de la productivité des salariés, ce qui s'est traduit par une diminution du taux de marge des entreprises.

Parmi les facteurs explicatifs potentiels régulièrement avancés pour expliquer cette déconnexion, deux sont examinés en détail :

- un **changement de structure de la population salariée** engendré par une perte d'emploi relativement plus concentrée sur les bas salaires
 - la **présence de rigidités nominales à la baisse des salaires** : certains employeurs peuvent être réticents à baisser les salaires, même avec des conditions économiques très dégradées, pour préserver la motivation des salariés
- **Le ralentissement du salaire moyen a été légèrement freiné par des effets de composition de la population en emploi**

La contraction de l'emploi lors de la grande récession s'est opérée par une baisse des embauches, au début de 2008, puis par une hausse des licenciements, à partir de la fin 2008.

La structure de la population salariée a changé. Les populations les plus fragiles (les ouvriers et les moins diplômés) ont été plus frappées que les cadres et les plus diplômés.

Cette sortie de l'emploi des personnes touchant les salaires les moins élevés a des conséquences sur le salaire moyen par tête. Sur la période 2009-2010, environ la moitié des 3 points de croissance du salaire moyen serait ainsi due aux effets de composition. Cependant, cette contribution n'est qu'un peu plus forte que par le passé, l'effet de composition de la main-d'œuvre lié directement à la récession n'expliquant ainsi qu'une faible part de la résistance des salaires au cours des dernières années.

- **Les rigidités nominales à la baisse ne permettent pas d'expliquer la résilience des salaires**

Une autre explication possible à la résilience des salaires tient à l'éventuelle présence de rigidités nominales à la baisse pour les salariés n'ayant pas changé d'entreprise.

Dans une définition stricte, la présence de rigidités à la baisse se traduit par des salaires qui ne peuvent pas diminuer, et qui connaissent à la place une stabilité. Dans les faits, une part importante des salaires diminue chaque année, surtout en 2009, et sans qu'elle soit motivée par des modifications des conditions de travail (horaires de nuit, travail le week-end, etc.).

Dans une définition plus large, les rigidités salariales à la baisse peuvent être définies comme une asymétrie de réponse des salaires aux chocs d'activité des entreprises. En 2009, on observe bien une asymétrie mais dans l'autre sens : les salaires ont davantage baissé quand l'activité de l'entreprise a diminué qu'ils n'ont augmenté quand celle-ci a progressé.

« L'économie française tourne encore au ralenti en 2013 »

Alors que la zone euro dans son ensemble sort de récession à la mi-2013, l'économie française n'accélère pas. Le PIB progresse légèrement, de + 0,3 %, comme en 2012, après une croissance de 2,1 % en 2011.

La demande intérieure hors stocks croît faiblement et contribue à hauteur de + 0,4 point au PIB. La **consommation des ménages** progresse de 0,2 % aidée par la stabilisation du pouvoir d'achat du revenu des ménages (après une baisse de 0,9 % en 2012) et une légère baisse du taux d'épargne. En effet, si le revenu nominal des ménages n'accélère pas, l'**inflation** baisse en revanche nettement (+ 0,6 % en moyenne annuelle après + 1,4 % en 2012). De plus la **demande intérieure** reste soutenue par la progression en volume des **dépenses de consommation des APU** (+ 2,6 %).

L'investissement des administrations publiques progresse également, de 1,0 %. En revanche, l'investissement des entreprises non financières (ENF) se replie et l'investissement des ménages continue à baisser fortement (- 3,1 %). Au total l'**investissement** baisse de 1,0 % alors qu'il progressait légèrement en 2012 (+ 0,3 %).

Les **exportations** accélèrent nettement à + 2,2 % après + 1,1 %. Les **importations**, qui avaient diminué en 2012 (-1,3 %), progressent de 1,7 % à la faveur de la légère accélération de la demande intérieure. Les **échanges extérieurs** contribuent à peine à la croissance de l'activité, de + 0,1 point.



Comment se procurer l'ouvrage :

Pour les journalistes : l'ouvrage est disponible au Bureau de presse de l'Insee :
Tél : 01 41 17 57 57 ou bureau-de-presse@insee.fr

Pour vos lecteurs :

Cet ouvrage est disponible, dès levée d'embargo, gratuitement sur www.insee.fr -
rubrique [Publications et services](#)

Il peut être également acheté en ligne : www.webcommerce.insee.fr et chez les libraires.

Service de presse de l'Insee

Tél : 01.41.17.57.57

Fax : 01.41.17.68.95

bureau-de-presse@insee.fr

